

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 39 (1981)
Heft: 2

Artikel: Le déclin de l'Occident : une analyse de modèles de prévision à long terme
Autor: McGuire, Joseph W.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-138676>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le déclin de l'Occident: une analyse de modèles de prévision à long terme

Joseph W. McGuire,
*professeur à la Graduate School
of Management de l'Université
de Californie, Irvine*

Même l'examen le plus superficiel de la littérature prospective et des «prévisions» économiques et sociales à long terme concernant le monde occidental révèle qu'une forte majorité de ces spéculations sur l'avenir sont extrêmement pessimistes. Des nouvelles de Huxley et d'Orwell aux modèles informatiques établis par Meadows pour le Club de Rome, la plupart des portraits du monde à venir sont, au mieux, déplaisants et, au pire, lugubres. Par exemple, le «Rapport global au Président pour l'an 2000» («Global 2000 Report to the President»), remis à la Maison Blanche, en juillet 1980, par une commission d'éminents savants, dépeint notre planète abordant le XXI^e siècle ravagée par la pauvreté et la faim et en butte à une spirale des prix des produits alimentaires et de l'énergie. En partie, il se peut que toutes ces visions d'un avenir sombre et triste — qu'elles relèvent de la science ou de la science fiction — reflètent simplement la propension évidente des membres de chaque nouvelle génération à croire que les problèmes auxquels ils sont confrontés sont toujours plus complexes que ceux qu'ont connus leurs prédécesseurs. De plus, cette attitude s'est probablement trouvée renforcée au cours des dernières décennies par le fait que la plupart des prophètes des temps modernes ont une certaine formation en sciences économiques, discipline connue depuis Smith et Malthus pour son aptitude à induire ceux qui l'étudient à voir la vie en noir.

Cependant, il est douteux que tous les auteurs de ces prévisions économiques et sociales à long terme prennent eux-mêmes leurs projections de fin du monde pour des vérités d'évangile ou pour l'exacte description d'un avenir rempli d'obstacles insurmontables. Et, surtout, les faits démontrent à l'évidence que la plupart des hommes d'affaires, des dirigeants des Etats et des membres du public au sens large tendent à apporter de substantielles nuances à ces sombres prédictions. Le fait que la société est en règle générale plus optimiste à propos de son avenir que ne le sont ses experts en prévisions a été observé, il y a bien longtemps, par John Kenneth Galbraith, qui rapporte à ce sujet l'anecdote suivante:

«Le 21 avril 1950, lors d'un déjeuner d'affaires à Baltimore, le Président de la United States Steel Corporation fit une déclaration apocalyptique selon laquelle le système économique américain courait un danger 'plus mortel qu'il ne l'avait jamais été de toute sa vie'. La bourse connut ce jour-là une hausse modérée à la clôture et les actions ordinaires de la U. S. Steel Corporation remontèrent d'un quart de point».¹

Cette aptitude de la société à ne pas se laisser impressionner par les désastres qui la guettent s'observe également quand on considère les réactions aux événements désastreux des années 1970. Par exemple, la volatilité sans précédent observée sur les marchés financiers au cours de cette décennie — marquée par des phénomènes tels que des oscillations du prix de l'or entre \$35 et \$835 l'once, l'effondrement de l'accord de Bretton Woods, le déclin subséquent du dollar, perdant plus de 5% en une seule journée contre le mark ouest-allemand, et par l'étonnante accélération de l'inflation à la suite de la flambée des prix du pétrole en provenance des pays de l'OPEC, passant de \$1.80 le baril en 1970 à plus de \$30 le baril en 1980 — en dépit de tous ces événements et d'autres calamités qui firent de la prédiction des désastres futurs l'une des activités les plus florissantes du monde occidental — le commerce mondial continua de croître à un taux de 20% par an tout au long de la décennie; \$274 milliards de fonds de l'OPEC furent transférés dans des pays en voie de développement; et, rien qu'aux Etats-Unis, 15 millions de places de travail additionnelles furent créées dans le secteur privé.

Malheureusement, il apparaît aussi que les hommes d'affaires et autres dirigeants n'écoutent pas ceux qui leur annoncent un avenir à long terme sombre mais lointain, parce qu'ils souffrent de myopie. L'obnubilation par le présent et l'avenir proche est une maladie très répandue chez les cadres supérieurs, endémique dans les milieux dirigeants du secteur public et privé de la plupart des pays. Cette préoccupation exclusive du *hic et nunc* ne résulte généralement pas du fait que les dirigeants auraient été si déçus par les prévisions des malheurs à venir qu'ils ne les écouteraient plus («syndrome de l'annonce du loup»); ni du fait qu'ils seraient tellement stupides qu'ils refuseraient d'y prêter attention («complexe de l'autruche»). Ce comportement de rejet trouve plutôt ses racines dans leur intérêt personnel. Les carrières des dirigeants du monde des affaires sont intimement liées aux profits réalisés aujourd'hui et l'année prochaine; les carrières politiques et dans les administrations publiques sont inextricablement liées aux activités qui maintiendront l'individu à son poste. Il suffit de considérer les industries de l'acier, de l'automobile, des pneumatiques, de la radio et de la télévision aux Etats-Unis pour comprendre qu'au cours des années 1970, les entreprises appartenant à ces branches n'ont pas fait les gros investissements de modernisation dont le besoin se faisait pourtant durement sentir. Alors que de tels investissements sont déterminants pour le long terme, ils affectent négativement les profits dans le court terme et ils auraient, de ce fait, influencé négativement les carrières des dirigeants. Les cas de myopie dans l'arène politique sont trop abondants et évidents pour qu'il faille en citer un seul en exemple, mais la plupart des citoyens de chaque pays peuvent énumérer une série de cas où leurs dirigeants n'ont pas su entrevoir l'avenir.

La fréquence des prévisions pessimistes annonçant des désastres à long terme pour l'ensemble de la planète (ou, du moins, pour les pays industrialisés de l'Occident), alliée au mépris affiché par le public pour de telles prédictions, ne suscite pas chez l'analyste de la société contemporaine un sentiment de confiance envers nos dirigeants privés et publics, ou l'idée que tout va bien dans la civilisation occidentale, à moins d'ajouter: «Car demain elle mourra». S'il est sérieux, un tel observateur est tenté d'adopter une attitude de «ou bien — ou bien»: «Le monde occidental que nous connaissons est en train de mourir: les prévisions sont justes»; ou bien: «Le public et les dirigeants ont raison — il y a toujours eu des prédictions de fin du monde, mais elles ne se sont jamais réalisées, alors pourquoi s'en faire? Quelque chose nous sauvera». Ces deux positions sont toutes les deux extrêmes. Il n'en reste

pas moins que les dirigeants et les scientifiques peuvent apprendre une foule de choses sur l'avenir en examinant et en considérant toutes ces prévisions, y compris les prédictions de fin du monde, et en les étudiant avec un esprit équilibré et rationnel.

Le but de cet article est précisément de suggérer comment les décideurs pourraient interpréter et évaluer les prévisions à long terme. Il va de soi que de tels jugements doivent être fondés sur les hypothèses et autres caractéristiques de chaque prévision, et que ces éléments varieront considérablement. Pour procéder avec ordre, nous examinerons trois exemples de modèles qui cherchent à prédire les événements à venir. Bien qu'apparemment simples, ces trois modèles théoriques sont représentatifs de la plupart des prévisions à long terme pessimistes. Avec le premier, nous analyserons la possibilité que le futur soit, pour une grande part, façonné de manière quasi mécanique par le passé. Aussi comique que cela puisse paraître, beaucoup sinon la plupart des projections du monde tel qu'il sera d'ici vingt ans se fondent largement sur une telle mécanique. La plupart des prévisions économétriques, par exemple, se bornent à extrapoler les tendances et relations passées ou présentes. En second lieu, nous nous concentrerons, en examinant la théorie correspondante, sur la possibilité que le futur soit façonné par des individus — et surtout des individus d'un certain type. Et finalement, nous nous intéresserons à un dernier exemple de théorie, qui tente d'expliquer les causes profondes du déclin à venir. Ces trois modèles permettent d'illustrer la plupart des prévisions de déclin à long terme actuelles; il convient cependant de remarquer qu'ils se trouvent fréquemment combinés en des méthodes de prévision complexes et sophistiquées.

LA THÉORIE D'UN CYCLE DE LONGUE DURÉE DE LA VIE ÉCONOMIQUE DES PAYS CAPITALISTES

C'est dans les années 1920 qu'un statisticien russe du nom de Nikolai D. Kondratieff a, pour la première fois, suggéré la possibilité que les activités économiques des pays capitalistes étaient soumises à un cycle d'évolution de longue durée — 40 à 60 ans —.² A peine Kondratieff avait-il écrit quelques articles sur ce sujet qu'il fut accusé de déviationnisme par rapport à la «ligne du parti», selon laquelle le capitalisme dans les pays occidentaux s'acheminait vers une crise consécutive à la 1^{re} guerre mondiale, crise de laquelle il ne se relèverait pas. Kondratieff fut envoyé en Sibérie et on n'entendit plus jamais parler de lui.³

La théorie du cycle de longue durée de Kondratieff était fondée sur des constatations faites après une analyse statistique de données concernant les prix de gros en Angleterre, aux Etats-Unis et en France; d'une série de données concernant les rentes en France et d'une autre concernant les bons du trésor en Grande-Bretagne; ainsi que d'autres indications portant sur les salaires, le commerce extérieur et la production de charbon, de gueuse et de plomb. Partant de ces séries historiques, Kondratieff décela deux et demi cycles de longue durée depuis les années 1780. Bien que Kondratieff reliât vaguement la cause de ces cycles de longue durée au mécanisme de l'accumulation du capital, il s'intéressait beaucoup plus aux relations qu'il constatait entre certains événements historiques et les tendances de longue durée à la hausse et à la baisse qui formaient ses cycles. Il croyait, par exemple, que les progrès technologiques et leur diffusion, les découvertes d'or, les guerres et les révolutions, ainsi que

l'ouverture de nouveaux marchés dans des pays en voie de développement par des entreprises capitalistes, n'intervenaient pas par hasard, n'importe quand, et étaient plutôt déterminés par le cycle de longue durée lui-même. C'est ainsi que, durant la phase de déclin, on fait d'importantes découvertes et inventions, qui sont ensuite utilisées sur une grande échelle au début de la longue phase ascendante suivante. La production d'or augmente et les marchés mondiaux de biens s'élargissent au début de la phase ascendante. Les guerres et les révolutions les plus grandes se produisent également à ce moment-là. Kondratieff concluait aussi, sur la base des données qu'il avait compilées, que ces cycles de longue durée se manifestaient à l'échelle internationale et semblaient se produire à peu près aux mêmes moments dans tous les pays capitalistes pour lesquels il avait des informations.

Kondratieff reconnaissait que deux cycles et demi de longue durée n'étaient pas suffisants pour qu'on pût en déduire l'existence d'un phénomène récurrent, sur la répétition plus ou moins régulière duquel on pourrait compter pour l'avenir. Si on tentait de mettre cette théorie à jour, on trouverait sans doute un creux quelque part dans les années 1930, suivi d'une longue phase ascendante s'étendant jusqu'aux années 1970, ce qui indiquerait peut-être que l'Occident industrialisé se trouve ainsi actuellement dans une phase de déclin du cycle Kondratieff. Cette phase de déclin se poursuivrait jusqu'à un nouveau creux dans les années 1990 — pour autant, bien entendu, que la durée maximale d'un creux à l'autre du cycle soit de 60 ans. Bien que la plupart des économistes aient tendance à faire peu de cas de la théorie des cycles de longue durée, c'est une hypothèse qui a suscité à nouveau quelque intérêt ces dernières années. Jay W. Forrester, par exemple, prétend que son modèle national de dynamique des systèmes («Systems Dynamics National Model»), au développement duquel le MIT travaille depuis 1973, confirme l'existence du cycle de Kondratieff et le fait que ce cycle opère toujours.⁴

Deux éléments de la théorie des cycles de longue durée de Kondratieff méritent d'être commentés ici. Premièrement, cette théorie représente, pour l'observateur du monde actuel préoccupé de l'avenir de ce dernier, une hypothèse fondamentalement optimiste, puisqu'elle postule que le déclin à long terme des pays industrialisés de l'Occident fera tôt ou tard place à une reprise générale de 20 à 30 ans... perspective plutôt rassurante. En second lieu, et c'est la raison pour laquelle elle a été choisie comme exemple, c'est une théorie fondamentalement mécaniste. Bien que Kondratieff et d'autres en aient rationalisé les causes et les effets, et bien qu'on ait spéculé en divers endroits (même dans le modèle de Forrester) sur les raisons qui justifieraient l'existence d'un tel cycle économique de durée variable, ces explications ne sont pas convaincantes et pas vraiment bien reliées entre elles. En tant que statisticien, Kondratieff s'intéressait en premier lieu à prouver l'existence du cycle de longue durée — non aux raisons de ce phénomène. Et la relation entre les phases du cycle et d'autres événements, tels que les guerres et les innovations, est avant tout empirique. Kondratieff, une fois de plus, recherchait des corrélations, non des causes sous-jacentes.

Qu'elle soit juste ou non, les décideurs devraient considérer la théorie du cycle de longue durée de Kondratieff, ainsi que les modèles économiques analogues, avec beaucoup de scepticisme, et ceci pour deux raisons. Premièrement, la présomption que les schémas d'évolution du passé se répèteront à l'avenir avec une grande régularité pour des raisons essentiellement inconnues n'est pas de nature à inspirer confiance. De tels modèles sont empreints de trop de fatalisme pour un individu rationnel. Ils suggèrent qu'il existe des forces sous-jacentes qu'il n'est pas possible de comprendre — et encore moins de maîtriser ; ils sont,

de ce fait, en contradiction totale avec l'esprit d'entreprise. En second lieu, les modèles de Kondratieff et de ses émules sont dangereux pour un dirigeant parce qu'ils mettent l'accent sur la certitude et la réaction, réduisant de ce fait le rôle que l'individu peut jouer pour influencer son avenir. Or, la certitude que l'individu est capable d'exercer quelque contrôle sur son environnement — qu'il peut agir sur sa propre destinée — qu'il est, jusqu'à un certain point du moins, en mesure de modeler son avenir devrait être au cœur de l'action de tout dirigeant. C'est pourquoi les modèles mécanistes ne sont tout simplement pas acceptables pour les décideurs des pays industrialisés d'Occident. L'individu doit jouer un rôle majeur dans la création du monde à venir, et c'est la raison pour laquelle la seconde théorie du déclin, illustrée ci-dessous et fondée sur ce principe, paraît plus attrayante à beaucoup de dirigeants.

CRÉPUSCULE DU CAPITALISME: LA MORT DES ENTREPRENEURS

Un des vrais grands économistes du XX^e siècle, Joseph A. Schumpeter, considérait que les pays capitalistes occidentaux étaient destinés à un avenir de stagnation, parce qu'il s'était créé un climat social et politique qui rendait l'entrepreneur obsolescent⁵. Comme il estimait que le progrès économique dans un système capitaliste résultait de l'action de «grands» hommes — les entrepreneurs —, la disparition de ceux-ci était fatalement synonyme d'absence de progrès, c'est-à-dire de stagnation.

Les entrepreneurs de Schumpeter sont des individus qui exercent la fonction de chefs téméraires, qui brisent les traditions, découvrent de nouvelles possibilités et se distinguent par leur allant, leur capacité d'entraînement et de succès. Les entrepreneurs sont des innovateurs qui changent de manière imaginative et percutante un aspect important de la façon d'opérer dans le monde des affaires. Parfois, ils réalisent ceci en introduisant une invention, comme l'automobile ; mais ils peuvent aussi le faire en introduisant une méthode de production nouvelle et radicalement meilleure, ou en ouvrant un nouveau marché, ou en développant une forme d'organisation plus efficace. L'entrepreneur doit être un «grand» homme parce que la société place d'innombrables obstacles sur son chemin. Il y a toujours une résistance aux grandes innovations... elles dérangent les intérêts établis ; il faut également compter l'inertie publique, le fait qu'il est difficile d'obtenir un financement pour des produits ou modes d'organisation nouveaux (et qui n'ont pas fait leurs preuves) ; le changement est par définition quelque chose qui menace le système existant. Cependant, une fois que l'entrepreneur a réussi à surmonter tous ces obstacles, le succès de son innovation permet d'opérer une percée et il est suivi par des innovateurs et imitateurs secondaires, qui prennent tous le train en marche et le poussent en avant. La croissance économique et le progrès se développent par bonds en avant successifs, chaque bond résultant de l'action et des innovations d'un ou de plusieurs entrepreneurs et partant d'un niveau de revenus et de bien-être national supérieur à celui d'où est parti le bond en avant précédent. Mais il est important de relever que chacune de ces vagues de progrès est lancée par l'action d'un entrepreneur.

Malheureusement, le succès même du capitalisme tend à faire disparaître les entrepreneurs. Les sociétés modernes bien loties ont peu de penchant pour les «capitaines d'industrie» durs, coriaces et impolis, qui essaient de n'en faire qu'à leur tête malgré les désirs

des masses. L'homme d'affaires sophistiqué d'aujourd'hui a un comportement social déterminé par la culture de l'entreprise. Il ou elle devient un cadre ou un dirigeant qui se comporte avec compétence et expérience, en vue d'obtenir un salaire et une gratification, mais qui n'a que rarement une idée pour laquelle se battre. Les écoles de gestion du monde occidental encouragent ce processus de socialisation en ne réussissant pas à mettre l'accent sur la prise de risques ou le développement d'une pensée originale. Au lieu de cela, elles établissent des plans d'études en se conformant aux souhaits du plus grand nombre de leurs clients. Ortega y Gasset décrit bien la situation actuelle quand il dit :

«La caractéristique de notre époque est que les esprits ordinaires, sachant qu'ils sont ordinaires, ont l'outrecuidance de proclamer les droits de la banalité et de les imposer chaque fois que cela leur plaît. Comme on dit aux Etats-Unis : 'être différent, c'est être indécent.' La masse écrase tout ce qui est différent, tout ce qui est excellent, individuel, de qualité et distingué. Quiconque n'est pas comme tout le monde, ne pense pas comme tout le monde, court le risque de se voir éliminé».⁶

Et, tandis que le processus de socialisation s'accélère dans l'industrie, l'attitude envers la propriété privée change et la loyauté vis-à-vis du système de la libre entreprise s'amenuise, aussi bien parmi les dirigeants que dans le public en général. Ni le chef d'entreprise salarié, ni l'actionnaire n'ont plus la volonté de lutter, de se battre de la même manière que le faisaient les chefs des entreprises en propriété individuelle ou familiale. Selon Schumpeter, le chef d'entreprise «... acquiert un peu de la psychologie de l'employé salarié travaillant dans une organisation bureaucratique».⁷ Avec l'apparition des impôts sur le revenu et les successions, la taxation des gains en capital et des autres modes de redistribution plus équitable des revenus dans la population d'un pays, une grande partie de ce qui peut stimuler l'esprit d'entreprise disparaît. L'entrepreneur ne peut plus créer une dynastie comme l'ont fait les Ford, les Rockefeller, les Krupp et d'autres.

On pourrait poursuivre cette démonstration, mais elle est claire : le processus capitaliste crée une atmosphère sociale hostile à l'entrepreneur et, de ce fait même, au capitalisme. Et il est vrai que lorsqu'on considère les pays occidentaux, tous très développés, on constate que c'est bien ce qui s'est passé. Pratiquement tous les sondages effectués au cours des années 1970 dans les pays industrialisés témoignent d'une antipathie croissante vis-à-vis du monde des affaires et des grandes entreprises. Dans chacun des pays occidentaux, il existe un tissu complexe de lois et de règlements destinés à juguler, à contrôler et à limiter l'esprit d'entreprise et à réduire le champ d'action des entrepreneurs. Et devant la mort lente de ce genre d'individus, le monde occidental s'est engagé dans la recherche avilissante et misérable de substituts à l'originalité et au courage de l'entrepreneur disposé à prendre des risques ; la confusion des buts, des moyens et de leurs relations a détruit le capitalisme dans certains pays et l'a gravement touché dans d'autres. Personne ne semble savoir comment maîtriser le présent — le chômage, l'inflation et le reste — et encore beaucoup moins comment se préparer adéquatement à l'avenir. Avec la disparition des idées, de la passion et du pouvoir d'entraînement de l'entrepreneur, il semble qu'il n'y a plus personne pour imprimer une direction aux hommes et aux événements, les dirigeants d'entreprises et les bureaucrates ayant abandonné la partie pour un long avenir de stagnation et d'incertitude.

La thèse de la stagnation formulée par Schumpeter repose exclusivement sur une théorie «héroïque» de l'histoire, qui considère que le changement économique et culturel résulte principalement de l'action d'individus particuliers qui, pour diverses raisons, ont peu

de chances de se manifester à l'avenir. Les faiblesses de cette théorie sont trop évidentes pour qu'il faille les discuter longuement dans cet article. Qu'il suffise de relever que l'environnement lui-même est conditionné socialement, de sorte que les qualités nécessaires à l'innovation et au changement ne dépendent pas que de la personne, mais aussi de ce qu'il y a à faire. Le monde moderne a besoin de changement et d'individus aptes à provoquer celui-ci et à le diriger, mais rien ne permet de présumer que les chefs d'autrefois feraient l'affaire ou auraient le style nécessaire à la réalisation de l'innovation aujourd'hui. Le contexte comme aussi les styles de commandement changent, et l'entrepreneur d'aujourd'hui peut très bien ne ressembler en rien au modèle de Schumpeter.

En dépit de ses défauts, la théorie de Schumpeter a cependant l'avantage de souligner le lien entre l'individu et son environnement, et soulève des questions qui sont importantes pour un décideur réfléchi. Il est évident que le processus de socialisation tend à produire des bureaucrates et des experts en matière de gouvernement et de gestion des affaires, et il est peu probable que ce genre d'individus puissent avoir l'imagination et la volonté qu'il faut pour éviter le déclin à long terme. Ce dont nous aurons besoin, c'est d'un processus éducatif, dans l'entreprise et dans l'administration comme dans l'enseignement supérieur, qui ravive l'imagination, l'esprit et la volonté d'aller de l'avant — sans la brutalité — de l'entrepreneur de Schumpeter.

Pour conclure ce chapitre, il convient de relever que beaucoup d'études portant sur nos incertitudes vis-à-vis du présent et notre ignorance vis-à-vis du futur semblent attacher une importance renouvelée à l'action individuelle et à l'esprit d'entreprise. Il semble qu'il y ait un regain d'attention pour le fait que l'entreprise géante, le milieu politique et social, ainsi que le processus éducatif et d'autres facteurs similaires ont affaibli l'esprit d'entreprise. L'étude de Norman Macrae pour l'*Economist* et le numéro spécial de juin 1980 de *Business Week* ne sont que deux exemples parmi les récentes analyses qui ont mis l'accent sur ce point et qui soulignent la nécessité de revitaliser l'esprit d'entreprise si l'Occident veut prospérer au cours des 50 prochaines années.⁸

LE DÉCLIN À VENIR — UN MANQUE DE POSSIBILITÉS D'INVESTISSEMENT

Presque 45 ans se sont écoulés depuis qu'Alvin Hansen, un célèbre professeur de l'Université de Harvard et un des disciples les plus convaincus de Lord Keynes, a exposé sa «thèse de la stagnation» dans une allocution présidentielle devant l'Association économique américaine («American Economic Association»). Cette théorie est utilisée ici pour illustrer les modèles de prévision fondés sur des causes sous-jacentes; mais beaucoup des variables qu'elle contient sont tout à la fois répandues et pertinentes quand on considère la situation actuelle dans le monde occidental et beaucoup de prévisions à long terme récentes.

Comme tout bon keynésien, Hansen commença son exposé en montrant le rôle vital de l'investissement — le fait de dépenser de l'argent pour des usines et des équipements, des routes, des barrages, des bâtiments administratifs, des logements, etc... — comme facteur déterminant du niveau du produit national brut (PNB) dans un pays. Dans le modèle de Keynes, les dépenses de consommation sont toujours consécutives et liées à des modifications du niveau du PNB: elles sont une fonction du PNB. Le principal facteur qui détermine

le PNB, en revanche, est l'investissement, lequel exerce un effet de « multiplicateur » sur le PNB et définit le niveau de celui-ci. Il existe, de plus, une relation étroite entre le PNB et l'emploi. En-dessous de la barre « plein-emploi » du PNB, il faut moins de personnes pour produire une quantité réduite de biens et de services. Au cœur de la théorie de Hansen figure la prédiction selon laquelle les pays industrialisés occidentaux seront chroniquement atteints d'un chômage important et généralisé parce que leur produit national brut aura tendance à « stagner » à des niveaux inférieurs à celui du plein-emploi. Et cette situation résultera du fait qu'il n'y aura probablement pas suffisamment de possibilités d'investissements ou de débouchés pour les investissements considérables nécessaires au maintien du PNB aux niveaux correspondants au plein-emploi ou pour maintenir durablement la croissance de ce PNB.

Hansen observe que, par le passé, trois facteurs principaux ont été responsables des investissements : le rythme rapide d'accroissement de la population, l'apparition d'industries nouvelles, de grande dimension et « consommatrices d'investissements » ; et l'exploitation de nouveaux territoires. La relation entre ces facteurs et les investissements sera brièvement examinée dans les prochains paragraphes, où les analyses de Hansen ont été mises à jour, dans la mesure du possible, à l'aide de statistiques et de prévisions datant de la fin des années 1970.

Un taux élevé de croissance de la population et l'exploitation de nouveaux territoires ont des conséquences similaires pour l'investissement. Ainsi, une population croissante nécessite, dans un pays industrialisé moderne, des logements, des écoles et des services de tous genres additionnels. Les réseaux de transport, principalement les routes et autoroutes, doivent être étendus à de nouvelles régions, de même que les lignes électriques et les systèmes de distribution de l'eau. Des usines de production d'énergie doivent être construites. Quand la croissance démographique se stabilise on commence à ralentir et quand l'aménagement des nouvelles zones est terminé, les besoins d'investissement diminuent d'autant. Pendant plus d'une décennie après la seconde guerre mondiale, l'Europe, le Japon, et peut-être dans une moindre mesure les Etats-Unis, se sont consacrés à un fantastique effort de reconstruction des villes, des usines, des chemins de fer et des autoroutes, comparable, d'une certaine façon, à un effort de développement de nouveaux territoires. Cette période fut également marquée par un accroissement rapide de la population, qui stimula les investissements.

En 1980, en revanche, le processus de reconstruction et de relocalisation est en majeure partie terminé, de même que l'explosion démographique d'après-guerre dans les pays occidentaux. Ainsi, les seuls pays en Europe et en Amérique du Nord où le taux d'accroissement démographique ait dépassé 1 % dans la décennie des années 1970 ont-ils été l'Albanie — où l'augmentation de 3,0 % par an reflète (probablement) le manque d'autres distractions — et les deux pays en grande partie catholiques de l'Irlande et de l'Espagne, où le taux annuel de croissance atteignit respectivement 1,2 et 1,1 %. Dans les autres pays européens, ce taux varia entre 0,9 % pour les Pays-Bas et le Luxembourg et - 0,3 % pour l'Allemagne de l'Est. Manifestement un taux de croissance remarquablement bas (des populations et non des naissances seulement) semblerait indiquer que les investissements dus à la croissance, ou à une reprise du développement interne des pays industrialisés de l'Occident, ne seront pas assez importants pour maintenir un produit national brut élevé, source de plein-emploi.

De surcroît, le ralentissement de la croissance démographique signifie le vieillissement et la maturation de la société. Quand la population devient plus âgée, ses besoins d'investissements changent de beaucoup de manières. Une population plus vieille nécessite moins de logements additionnels, moins de nouvelles écoles et universités, autoroutes, routes et chemins ou usines électriques. Même la révolution sociale qui a contribué à l'expansion dans les années d'après-guerre — l'accroissement important de la main-d'œuvre féminine — ralentira dans les années 1980 et 1990 dans les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, on s'attend à sentir l'impact de ce ralentissement dans la seconde moitié des années 1980, moment où il est prévu que l'accroissement de la main-d'œuvre féminine tombera abruptement à environ 0,2% par an, si bien que la proportion de femmes dans la main-d'œuvre américaine passera de 44,4% en 1985 à seulement 45,5% en 1990. Cette expérience des Etats-Unis montre aux autres pays que les conséquences bénéfiques de l'accroissement du nombre de femmes faisant partie de leur main-d'œuvre stimulent l'économie sur le moment, mais sont relativement éphémères du point de vue de leur impact à long terme sur les investissements.

Alors que commence la décennie des années 1980, la planète compte environ 4,3 milliards d'habitants. A peu près 63% d'entre eux vivent dans les pays les moins développés. Les prévisions moyennes de croissance des Nations Unies estiment que d'ici à l'an 2000 ces pays compteront ensemble 71% de la population mondiale. Il s'en suit que, de même qu'au cours des quinze dernières années, la croissance démographique dans les pays industrialisés d'Occident sera pour le moins minime et que l'essentiel de la croissance démographique aura lieu dans les pays en voie de développement. Si les économies occidentales se mettent à chercher des débouchés pour des investissements afin de maintenir le plein-emploi et si la demande pour de tels investissements dépend largement de la rapidité de la croissance démographique ainsi que du développement de nouveaux territoires et de nouveaux marchés, alors l'avenir des économies occidentales se trouve étroitement lié à ces pays en voie de développement, ainsi qu'aux mécanismes financiers et autres permettant d'utiliser de tels investissements pour maintenir un haut niveau de PNB dans les pays d'origine tout en élevant, en même temps, ceux des pays en voie de développement. L'élaboration d'arrangements de ce genre sera très difficile. De surcroît, on peut se demander si les pays en voie de développement sont en mesure d'absorber avec profit un volume considérable d'investissements, car il n'y en a que peu — une dizaine, peut-être, au total — qui soient suffisamment stables et équipés pour permettre le développement d'une infrastructure moderne de taille et de complexité tant soit peu respectables.

Cela n'empêche pas les investissements d'affluer vers des pays tels que le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud et quelques autres. *Business Week* relevait, en 1979, que les sociétés multinationales... «négligent maintenant l'Europe, longtemps la Mecque des investissements directs, pour acheminer leurs fonds vers quelques pays en voie de développement en pleine expansion... La croissance va se ralentir et la puissance se stabiliser dans les pays d'Europe et peut-être au Japon, où les économies sont en train d'atteindre un point de maturité.» L'article en question se terminait comme suit :

«Un détournement durable et massif du flux des investissements des sociétés multinationales américaines et européennes loin de l'Europe pourrait empêcher à jamais les dépenses de capital dans ces pays de remonter aux niveaux d'avant 1974. Une faiblesse prolongée des investissements directs priverait les pays européens de toute

possibilité d'atteindre le taux annuel de croissance de 4 %, que les économistes considèrent généralement comme le taux minimum nécessaire pour empêcher une augmentation du chômage». ¹⁰

Le déclin des investissements au cours des années 1970 dans la plupart des pays industrialisés apparaît dans les statistiques. Pour ne citer que trois exemples, le pourcentage des investissements dans des usines et biens d'équipement par rapport au PNB est tombé de 21 % en 1970 à 15 % en 1979 au Japon, d'environ 9,4 % à 8,9 % en Allemagne de l'Ouest et de 5,8 % à 5,4 % aux Etats-Unis pendant la même période. ¹¹

Si les perspectives sont mauvaises pour les investissements dans les pays occidentaux industrialisés, en raison de la lenteur de la croissance démographique, est-il possible que de nouvelles grandes industries, nécessitant de grands investissements, émergent dans un avenir proche ? Il suffit, après tout, de rappeler l'exemple des chemins de fer, des automobiles et de l'électricité pour voir que ces innovations ont modifié les modes de vie en Occident et entraîné des investissements considérables, non seulement en voies de chemin de fer, centrales électriques et usines, mais aussi pour une série d'activités économiques annexes. Y-a-t-il de nouvelles industries, nécessitant des capitaux d'importance analogue, qui aient quelque probabilité de se développer au cours des vingt prochaines années ? Peut-être... mais c'est peu probable. Quelques unes des percées technologiques les plus intéressantes ont eu lieu en microélectronique, en informatique et en technologie de l'énergie ; aucune d'entre elles n'a beaucoup de chances de conduire à des investissements de l'ordre de ceux nécessaires au maintien du PNB au niveau du plein-emploi très longtemps. L'énergie nucléaire nécessite des usines coûteuses, mais son avenir est des plus incertains, tout comme celui des carburants synthétiques. L'une et l'autre de ces activités auront à surmonter l'obstacle des environmentalistes. L'exploitation intensive de l'énergie solaire est trop lointaine pour susciter une forte demande d'investissement dans les 20 années à venir. L'exploration et les voyages spatiaux ont constitué un secteur d'investissement prometteur dans les années 1960, mais qui a été largement négligé durant les années 1970 dans le monde occidental.

Les prévisions pessimistes de l'avenir fondées sur des facteurs sous-jacents et intégrées dans un modèle bien fait, comme dans le cas de la thèse de la stagnation de Hansen qui vient d'être décrite, sont parmi celles qu'un dirigeant rationnel a le plus de difficulté à utiliser. S'il admet les hypothèses de départ, tout le reste ne peut que suivre logiquement son cours jusqu'à la sombre conclusion exposée par l'auteur de la prévision en cause. Si on admet, par exemple, que l'investissement est un élément crucial pour le PNB, et si les demandes de grands investissements tarissent dans les pays occidentaux industrialisés en raison de la lenteur de la croissance démographique, de l'occupation déjà complète du sol, et de l'absence d'industries nouvelles grandes consommatrices de capitaux, alors le volume des investissements ne pourra sans doute pas être suffisant pour maintenir les PNB à des niveaux correspondant au plein-emploi, en conséquence de quoi l'avenir nous réserve un sous-emploi chronique et un niveau de vie moins que prospère. C'est ce genre de triste avenir qu'annoncent les statistiques des années 1970 aux pays industrialisés.

Même dans le cas de théories aussi bien faites, on peut cependant être en désaccord avec certaines des hypothèses de base et mettre en question les conclusions. Par exemple, la thèse de la stagnation se fonde en grande partie sur l'hypothèse douteuse selon laquelle c'est l'accroissement du *nombre de gens* qui serait important pour les investissements, alors que la plupart des économistes affirmeraient que c'est l'accroissement des *revenus* de la population

qui constitue la base nécessaire à un accroissement du volume de la demande d'investissements. Et les investissements directs à l'étranger peuvent avoir des effets bénéfiques pour le pays d'origine sans qu'il y ait exploitation. Le principe des avantages comparatifs peut fonctionner. Enfin, l'Etat peut faire beaucoup, à la fois directement et par des encouragements, pour stimuler les investissements et même pour accélérer la naissance de nouvelles industries consommatrices d'investissements. La stagnation pour cause de manque de possibilités d'investissement ne représente plus, dès lors, qu'un scénario possible parmi d'autres de l'évolution que nous réserve l'avenir; elle perd son caractère inévitable.

CONCLUSIONS

Il est un défaut inhérent à toutes les prévisions à long terme: entre le présent, c'est-à-dire le moment où la prévision est faite, et l'avenir éloigné où la prévision est sensée se réaliser, il faut toujours qu'il se passe du *temps*, et pendant le long intervalle entre maintenant et le moment futur envisagé, il se produit presque toujours des changements imprévisibles qui rendent la prévision inexacte. C'est pourquoi les prévisions à long terme ne sont pas utiles parce qu'on s'attend à ce que les événements prévus se produisent avec exactitude. Leur intérêt réside plutôt dans le fait qu'elles esquissent les lignes générales d'un scénario qui est plus ou moins probable. Les bonnes prévisions peuvent même servir de base à des décisions qui façonnent l'évolution d'une organisation.

Aussi les prévisions à long terme — même les prédictions de fin du monde — peuvent-elles être d'une utilité considérable pour les décideurs et ceci d'au moins deux manières. Premièrement, toutes les prévisions à long terme contiennent des informations. De par leur nature même, elles doivent présumer que les anciens schémas de relations entre les variables se maintiendront (ou ne se maintiendront pas) et que les tendances actuelles continueront (ou ne continueront pas). Celui qui fait des prévisions doit fonder l'avenir sur l'observation d'un certain nombre de phénomènes qu'il choisit dans un univers d'événements, de tendances, de relations et de faits possibles; et ces observations doivent être interprétées et combinées pour produire un certain résultat futur. Un décideur peut apprendre beaucoup de choses simplement en notant quels sont les éléments retenus comme fondements de la prévision. Si ceux-ci paraissent raisonnables et raisonnablement combinés, de sorte que la probabilité des événements prévus paraît bonne, le décideur peut, pour le moins, continuer à suivre l'évolution de ces éléments. Le taux de natalité est-il en train de diminuer en Europe et en Amérique et d'augmenter dans les pays en voie de développement et ces tendances persisteront-elles? Pour les fabricants de produits pour bébés, cette information est extrêmement importante et peut conduire à modifier les stratégies de commercialisation et à formuler de nouveaux plans de diversification. Les hypothèses de base d'une prévision à long terme, et la série des faits examinés et considérés comme significatifs par l'auteur de la prévision, peuvent précisément donner aux décideurs des indices et des signaux sur l'environnement futur de leur organisation, que la prévision s'avère finalement exacte dans son ensemble ou non.

Et deuxièmement, les prévisions à long terme donnent au décideur le temps d'intervenir. Si les dirigeants d'une entreprise estiment que les éléments d'une prévision sont significatifs et qu'ils ont été combinés logiquement, de telle sorte que l'aboutissement prévu

a, de façon générale, une probabilité raisonnable de se produire, ils peuvent prendre des mesures pour éviter cet aboutissement, ou en atténuer l'impact sur l'entreprise, ou même tirer parti de l'évolution en cause. Les prévisions à long terme peuvent être utilisées pour obliger la direction à s'occuper de l'environnement probable et de réfléchir aux effets potentiels des tendances en cours sur l'évolution des affaires. Les mesures fondées sur les tendances et les relations sous-jacentes à des prévisions à long terme peuvent encourager une organisation à planifier et donner à celle-ci des informations pour l'action qu'elle ne pourrait pas obtenir d'une autre façon — certainement pas en consultant les comptes de pertes et profits d'aujourd'hui. Ainsi que Hayes et Abernathy ont conclu récemment :

«La clé du succès à long terme — voire de la survie — dans le domaine des affaires est la même depuis toujours : investir, innover, diriger, créer de la valeur là où il n'y en avait pas auparavant. Une telle détermination, une telle volonté de dépassement requiert des chefs — *pas seulement* des contrôleurs, des analystes du marché et des gérants de portefeuilles». ¹²

Cet article ne serait cependant pas complet s'il n'y figurait pas finalement une mise en garde concernant tout ce qui a été écrit. Il s'agit en effet de souligner que les prévisions à long terme doivent être maniées avec prudence. Les dirigeants doivent les aborder avec beaucoup de scepticisme et souvent retenir en fin de compte une hypothèse réaliste et utile tirée d'une prévision et une tendance ou idée pertinente tirée d'une autre. Ils doivent apprendre à évaluer les prédictions à long terme avec soin et à considérer les facteurs sur lesquels elles se fondent. Il n'y a pas plus égocentrique et plus convaincant qu'un individu qui fait des prévisions à long terme, car il est payé aujourd'hui mais sera parti depuis longtemps quand la période prévue sera effectivement là. Il faut de la prudence, de l'expérience et du jugement quand on fonde des politiques et des activités importantes sur des prévisions à long terme. C'est sur ce ton de mise en garde que je terminerai cet article, en rappelant la célèbre déclaration de l'ancien Premier Ministre français, Georges Pompidou, particulièrement appropriée ici :

«Il y a trois façons pour un politicien de ruiner sa carrière : courir les femmes, s'adonner au jeu et faire confiance aux experts. La première est la plus agréable et la seconde la plus rapide, mais faire confiance aux experts est la plus sûre». ¹³

¹ John Kenneth Galbraith: *American Capitalism: The Concept of Countervailing Power*, édition révisée (Boston: Houghton Mifflin Company 1956), pp. 3–4.

² Jan Tinbergen conteste l'originalité de cette idée de Kondratieff, et prétend que Von Geldern et De Wolff, deux économistes hollandais, avaient découvert les cycles de longue durée à une date antérieure. Cf. son ouvrage intitulé *Dynamics of Business Cycles* (Chicago: University of Chicago Press, 1950), p. 61.

³ L'article le plus connu de Kondratieff est intitulé «Die langen Wellen der Konjunktur», *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, Vol. LVI, n° 3 (1926), pp. 573–609, traduit en anglais pour le journal *Review of Economic Statistics* (novembre 1935), pp. 105–115, et ultérieurement publié dans *Readings in Business Cycle Theory* (Philadelphia: Blakiston Co., 1944), pp. 20–42. Au moins un autre article de Kondratieff est paru dans *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, dans le volume LVIII (1928), sous le titre «Die Preisdynamik der industriellen und der landwirtschaftlichen Waren».

⁴ Jay W. Forrester: «Innovation and the Economic Long Wave», *The McKinsey Quarterly* (printemps 1979), pp. 26–38.

⁵ Joseph A. Schumpeter: *Capitalism, Socialism and Democracy*, 3^e édition (New York: Harper and Row, Publishers, Inc., 1950).

⁶ Jose Ortega Y Gasset: *The Revolt of the Masses* (New York: New American Library Mentor Books, 1951), pp. 12-13.

⁷ Schumpeter, *op. cit.*, p. 156.

⁸ Norman Macrae, «America's Third Century», *The Economist* (25 octobre 1975), pp. 3-43; et «The reindustrialization of America», *Business Week* (30 juin 1980).

⁹ Il existe une littérature considérable sur la théorie de la stagnation. Pour les considérations de l'auteur concernant la théorie originale, cf. cependant: Alvin H. Hansen: *Full Recovery or Stagnation?* (New York: W. W. Norton and Co., 1938) et *Monetary Theory and Fiscal Policy* (New York: Mc Graw-Hill Book Co., 1949).

¹⁰ *Business Week* (9 juillet 1979), p. 53.

¹¹ *Business Week* (30 juin 1980), p. 61.

¹² Robert H. Hayes et William J. Abernathy: «Managing Our Way to Economic Decline», *Harvard Business Review*, vol. 58, n° 4 (juillet-août 1980), p. 77.

¹³ Guy Beneviste: *The Politics of Expertise* (Berkeley: Glendessary Press, 1972), p. 3.